

LE CRÉPUSCULE DE L'EUROPE COMMENCE-T-IL À BAYREUTH ?

Chroniques allemandes
NOTE n° 10 - Fondation Jean-Jaurès - 26 janvier 2016

Gabriel Richard-Molard*

*Secrétaire fédéral
à l'Europe de la
Fédération des Français
de l'étranger du Parti
socialiste, coordinateur
national des militants
du PSE en Allemagne.

Angela Merkel est assise au premier rang de la grande salle de l'opéra de Bayreuth et écoute attentivement les premières notes du « *Crépuscule des Dieux* » de Richard Wagner. La scène se joue à l'occasion du festival Wagner où celle-ci se rend fidèlement chaque année pour entendre les œuvres du maître. Bayreuth se situe en Bavière, terre de son alliée gouvernementale l'Union sociale-chrétienne (CSU), pendant bavarois du parti de la Chancelière, l'Union chrétienne-démocrate (CDU). C'est ce même allié politique qui depuis la fin de l'année 2015 fomenté, face à l'afflux massif de réfugiés par la Bavière, une fronde politique contre la politique migratoire de la Chancelière. En déclarant devant la presse allemande « nous y arriverons » pour évoquer les difficultés que le pays aura à affronter pour intégrer les 650 000 demandeurs d'asile pour l'unique période 2013-2015, Angela Merkel prend à contre-pied son camp politique ainsi qu'une grande partie de l'opinion publique allemande. Au regard des conséquences politiques internes illustrées par la montée de l'extrême droite ainsi que par les turbulences dans sa majorité gouvernementale, mais aussi externes avec une extrême fragilisation du principe de libre-circulation en Europe, Angela Merkel, en faisant un choix humanitaire, se voit confrontée au plus grand défi politique de sa carrière tout en liant son destin à rien de moins que la pérennité du projet européen.

Promeneuse au-dessus de la mer de nuages

Le tableau de Caspar David Friedrich est bien connu : il évoque, par la représentation d'un promeneur solitaire sur un pic rocheux devant une mer de nuages dans les vallées en contrebas, toute la poésie de la solitude mythifiée par les peintres romantiques allemands et européens. Cette « solitude après l'effort » illustre parfaitement la situation politiquement très délicate d'Angela Merkel depuis le début de l'année 2016. Ce sont tout d'abord ces quelque 1500 femmes agressées dans la nuit de la Saint-Sylvestre, à Cologne et dans toute la Rhénanie du Nord-Westphalie et ce malheureusement, d'après le rapport de police du 15 janvier dernier, majoritairement par des demandeurs d'asile ou des migrants en situation irrégulière. C'est ensuite et en conséquence directe l'instrumentalisation immédiate qui a été faite de ces crimes par la droite populiste – principalement par l'AfD et le mouvement Pegida – mais aussi, pour finir, depuis le début de l'année l'extériorisation du sentiment d'exaspération de nombreux députés de sa majorité parlementaire qui, le 20

janvier dernier, lui ont fait parvenir une lettre exigeant une inflexion significative de sa politique migratoire. Il n'en fallait pas plus pour délier les langues critiques qui, à l'exemple du très bavarois et conservateur ministre des Transports Alexander Dobrindt, se sont exprimées publiquement et sans ambiguïté sur la nécessité de réintroduire des contrôles aux frontières – comme l'avaient fait Thomas de Maizière, le ministre de l'Intérieur, et le vice-chancelier social-démocrate Sigmar Gabriel le 13 septembre 2015 avant de faire marche arrière suite aux foudres de la chancellerie fédérale. Cette revendication de Dobrindt fait écho à la réinstauration par l'Autriche, le 21 janvier dernier, d'un quota maximum de 37 500 réfugiés pour l'année 2016.

C'est dans cette atmosphère de fronde que l'expression de « crise gouvernementale » commence à faire son apparition dans la bouche des principaux opposants à Angela Merkel. Premièrement, par le chef du groupe social-démocrate au Bundestag Thomas Opperman et, encore plus récemment, par l'ancien ministre, membre de la CSU, Hans-Peter Friedrich. Ce parfum de crise qu'Angela Merkel a essayé de dissiper au congrès de la CSU à Kreuth, le 20 janvier dernier, met en lumière le danger qui plane pour la Chancelière concernant la pérennité du soutien de ses alliés, tant la pression populaire conservatrice et la peur pour les jeunes députés de se faire déborder sur leur aile droite à l'approche des élections nationales et régionales de 2017 et 2018 se font sentir.

Un spectre au-dessus de l'Europe

Si le natif de Trèves qu'était Karl Marx s'attelait en 2016 à l'écriture d'un manifeste, il parlerait certainement de l'ombre populiste et non « du spectre du communisme » qui plane sur l'Europe. Ce spectre trouve ses forces, comme celui du communisme prolétarien du XIX^e siècle, dans la pauvreté des prolétaires et des laissés pour compte de la croissance de la première économie d'Europe. Là où l'Allemagne de Gerhard Schröder au tournant du millénaire avait quasiment réussi à faire table rase des principales forces populistes, l'Allemagne triomphante économique d'Angela Merkel a porté en germe des bataillons populistes. Ces nouvelles formations politiques comme l'Alternative für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne) ou le mouvement Pegida (Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident) montrent aussi bien leur capacité de mobilisation que leur lente mais certaine pénétration du système démocratique. Le triomphe du DAX et des exportations du pays n'en restent pas moins synonymes d'un désastre social avec comme conséquences directes la précarisation du marché de l'emploi (baisse des niveaux de revenu et baisse artificielle du chômage par la libéralisation des contrats de travail), la baisse drastique des dépenses d'investissement public ou privé au niveau local comme au niveau national, etc. Comme dans un opus de Balzac, il semble que l'étonnante et insolente vitrine du meilleur élève du libéral-capitalisme en Europe ne cache bien trop souvent nombre d'arrière-boutiques sordides.

Au-delà de la question très préoccupante de la montée de l'extrémisme de droite en Europe et du questionnement fondamental subséquent sur la pérennité du système démocratique en Europe, ce spectre menace au premier chef l'intégration européenne dans ses fondements économiques. Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, rappelait à juste titre dans un discours prononcé à Davos au début de l'année 2016 que l'asymétrie des politiques migratoires en Europe fait peser une menace systémique sur la libre-circulation des personnes mais aussi, par voie de conséquence si les frontières venaient à être closes ou à tout le moins réhabilitées, sur les quelque 25 millions de citoyens européens qui effectuent quotidiennement le passage d'une voire plusieurs frontières intra-européennes. Ces citoyens européens seraient alors dans l'incapacité de travailler. L'Allemagne tout comme la France, principaux carrefours infrastructurels en Europe, pourraient souffrir tout particulièrement de la fermeture des frontières puisque tout transport de marchandises serait extrêmement ralenti et des millions d'emplois seraient mis en danger sur l'ensemble du continent. Cette analyse de celui que certains décrivent comme une « inflexible Cassandre » n'en reste pas moins valide et impose à la Chancelière de faire évoluer son discours national et européen mais aussi à ses partenaires d'agir rationnellement pour trouver une solution collective qui permette de sécuriser l'acquis communautaire en matière de libre-circulation des personnes, des biens et des services.

Merkel, dernier gilet de sauvetage d'Europe

L'ironie de la situation politique n'échappera à personne. Angela Merkel possède dans sa main tous les atouts du tarot européen. Elle qui semblait être la fossoyeuse de l'Europe, au moment des psychodrames grecs que furent les derniers sommets européens sur les paquets d'aides à la Grèce de Tsipras, est aujourd'hui celle qui peut soit décider d'aller vers l'Europe de l'immigration et de l'asile commun, soit de retourner à l'Europe des nations, barricadées derrière leurs frontières.

Si dans un premier cas de figure – comme la CSU lui presse d'agir –, la Chancelière admet un changement de cap dans la politique migratoire européenne, à l'occasion des sommets du Conseil européen à Bruxelles en février et mars 2016, elle peut ce faisant signer la fin de libre-circulation dans l'Union européenne et donc engager le continent et ses 25 millions de citoyens et autant d'entreprises dans une crise économique et politique sans précédent. Si, en revanche, elle devait ne pas céder et donc, comme tout l'indique, exiger de la Commission la mise en place d'un droit d'asile unifié, d'un quota obligatoire de répartition des réfugiés ainsi que d'un financement massif des centres de répartition aux frontières d'un espace Schengen rénové, sera-t-elle suffisamment solide pour lutter contre ces « égoïsmes nationaux » que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker fustigeait dans son discours de début janvier devant le Parlement européen ? Quelle stratégie européenne devra-t-elle développer, sans le franc appui d'une France affaiblie par sa bronchite économique et sa mycose populiste ? *Quid* de la pertinence d'une proposition de refonte du droit d'asile européen lorsque le gouvernement conservateur de David Cameron fait des restrictions à la libre-circulation une des conditions essentielles

LE CRÉPUSCULE DE L'EUROPE COMMENCE-T-IL À BAYREUTH ?

de son maintien dans l'Union européenne ? *Quid* pour finir de la position de l'Allemagne par rapport à la Grèce qui est l'État membre (avec la Bulgarie) en toute première ligne pour l'accueil et la répartition par le biais de *hotspots* des réfugiés vers le reste de l'Union ?

La résolution de ces questions imposera à Angela Merkel de fermer les yeux sur les impératifs économiques d'hier et surtout, pour elle, en Allemagne, de développer une stratégie pertinente pour contrer la levée de boucliers automatique qu'un nouveau paquet d'aides à la Grèce, probablement nécessaire, suscitera dans son pays. C'est d'ailleurs à cette fin que le ministre grec de l'Immigration, Yannis Mouzalas, était en déplacement à Berlin début janvier, afin de trouver un arrangement qui puisse permettre à Angela Merkel de soutenir l'implantation et le déploiement des *hotspots* humanitaires. Le règlement nécessaire de la question au niveau européen des milliards supplémentaires pour soutenir la mise en place par la Turquie de ses *hotspots* ainsi que d'une sortie des dépenses d'investissement en matière migratoire de la règle des 3 % lui imposera tout autant de doigté face à son propre camp et, en premier lieu, Wolfgang Schäuble qui, en grand argentier pétri de libéralisme économique, n'hésitera plus, à l'approche des élections fédérales et plus de quinze ans après le scandale des caisses noires de la CDU, à vouloir enfin récupérer son dû – c'est-à-dire la présidence de la CDU et donc, éventuellement, la candidature pour la chancellerie fédérale.

Si Angela Merkel incarne la résilience politique même, grâce à sa capacité à faire évoluer sa politique dans le sens de ce que son opinion publique souhaite, sa gestion de la crise migratoire la place dans une situation politique extrêmement complexe. Bousculée dans sa propre majorité politique et confrontée à une responsabilité historique au niveau européen qui est bien plus décisive encore que la seule question de la dette grecque, Angela Merkel, dans cette atmosphère politiquement crépusculaire rappelant tant les drames wagnériens, vit à n'en point douter les moments les plus difficiles de sa carrière politique. Et avec elle, la République fédérale qui, après la crise grecque, pourrait cette fois-ci, avec une gestion et une impulsion en direction d'une politique migratoire unifiée en Europe, endosser définitivement le rôle de leader politique européen à l'heure où la politique européenne française n'est malheureusement plus la motrice du train de l'Union.